

## CONVOCATIONS

### ASSEMBLÉES D'ACTIONNAIRES ET DE PORTEURS DE PARTS

#### SOFRAGI

Société Française de Gestion et d'Investissement  
Société d'investissement à capital fixe (SICAF)  
au capital 3 100 000 €.  
Ordonnance du 30 janvier 2009  
Siège social : 37, avenue des Champs Elysées, 75008 Paris.  
784 337 487 R.C.S. Paris - APE 652 E.

#### Avis préalable à l'assemblée générale.

Les actionnaires de la société SOFRAGI sont avisés qu'une assemblée générale ordinaire se tiendra le 19 juin 2013, à 10h30 au dans les locaux de la société Thiriet Gestion, 5ème étage, 37, avenue des Champs Elysées – 75008 Paris, afin de délibérer sur l'ordre du jour indiqué ci-après.

- Lecture des rapports du Conseil d'Administration, du Président du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes : examen et approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2012.
- Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2012 et fixation du dividende.
- Distributions de dividendes prélevés sur les réserves.
- Rapport spécial du Commissaire aux Comptes sur les conventions visées à l'article L. 225-38 du code de commerce et approbation des conventions qui y sont relatées.
- Ratification de la cooptation d'un Administrateur, nomination de deux nouveaux Administrateurs et de renouvellement du mandat d'un Administrateur.
- Renouvellement de l'autorisation d'opérer en bourse sur le titre.
- Fixation du montant des jetons de présence alloués au Conseil d'Administration.
- Pouvoir pour dépôt et formalités.

#### Résolutions Proposées à l'assemblée générale ordinaire du 19 juin 2013

**Première résolution** (*Approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2012*). — L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration, du rapport du Président du Conseil d'Administration relatif à la composition, aux conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil, ainsi qu'aux procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place par la Société, et des rapports du Commissaire aux Comptes, approuve dans toutes leurs parties, les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2012 se traduisant par un bénéfice de 16.385.206,67 euros, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

En conséquence, l'Assemblée Générale donne pour l'exercice clos le 31 décembre 2012 quitus entier sans réserve et définitif de leur gestion aux dirigeants et administrateurs.

**Deuxième résolution** (*Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2012*). — L'assemblée générale approuve la proposition du Conseil d'Administration et décide de distribuer l'intégralité des bénéfices provenant des produits nets du portefeuille de la Société réalisés en 2012 (augmentés des arrondis antérieurs non distribués) et des plus-values que la Société a réalisés en 2012 sur la cession des titres ou parts sociales faisant partie de ce portefeuille, soit un montant de 5.393.812,07 euros, arrondi à 5.393.000 euros, l'arrondi d'un montant de 812,07 euros étant affecté en report d'arrondis et, le solde, en totalité en réserves libres liées à la reprise pour dépréciation du portefeuille.

En conséquence, un dividende de 53,93 euros par action reviendra à chacune des actions et sera détaché de l'action sur Euronext Paris le 26 juin 2013 et mis en paiement en numéraire le 26 juin 2013.

Ce dividende est éligible à l'abattement de 40% prévu par l'article 158 du CGI et aux éventuels crédits d'impôts prévus à l'article 199 ter du CGI.

Afin de nous conformer aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, nous vous rappelons que les dividendes distribués au titre des trois exercices précédents ont été les suivants :

Exercice	Dividende	Eligibilité à l'abattement prévu à l'article 158 CGI	Total
2009	48,66 €	Non	48,66 €
2010	29,92 €	Oui	29,92 €

2011

0

0

**Troisième résolution** (*Distribution de dividendes prélevés sur les réserves*). — L'assemblée générale approuve la proposition du Conseil d'Administration et, compte tenu de l'absence de distribution de dividendes au titre de l'exercice 2011, décide de distribuer un dividende complémentaire, prélevé sur le compte « autres réserves », d'un montant de 6.020.977,82 euros, arrondi à 6.020.000 euros, correspondant à l'intégralité des bénéfices provenant des produits nets du portefeuille de la Société réalisés en 2011 et des plus-values que la Société a réalisé en 2011 sur la cession des titres ou parts sociales faisant partie de ce portefeuille.

En conséquence, un dividende de 60,20 euros par action reviendra à chacune des actions et sera détaché de l'action sur Euronext Paris le 26 juin 2013 et mis en paiement en numéraire le 26 juin 2013.

Ce dividende est éligible à l'abattement de 40% prévu par l'article 158 du CGI et aux éventuels crédits d'impôts prévus à l'article 199 ter du CGI.

**Quatrième résolution** (*Distribution de dividendes prélevés sur les réserves*). — L'assemblée générale approuve la proposition du Conseil d'Administration et, compte tenu d'un montant de réserves excédentaires suite à l'affectation de résultat de l'exercice 2010, décide de distribuer un dividende complémentaire, prélevé sur le compte « autres réserves », d'un montant de 2.645.528,30 euros, arrondi à 2.645.000 euros, correspondant à l'intégralité des bénéfices provenant des plus-values que la Société a réalisé en 2010 sur la cession des titres ou parts sociales faisant partie de ce portefeuille.

En conséquence, un dividende de 26,45 euros par action reviendra à chacune des actions et sera détaché de l'action sur Euronext Paris le 26 juin 2013 et mis en paiement en numéraire le 26 juin 2013.

Ce dividende est éligible à l'abattement de 40% prévu par l'article 158 du CGI et aux éventuels crédits d'impôts prévus à l'article 199 ter du CGI.

**Cinquième résolution** (*Approbation de conventions soumises aux dispositions des articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce*). — L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions visées à l'article L. 225-38 du Code de commerce, et constatant qu'aucune convention visée à cet article n'a été conclue au cours de l'exercice écoulé, approuve les termes dudit rapport.

**Sixième résolution** (*Ratification de la cooptation d'un administrateur*). — L'Assemblée Générale ratifie la nomination faite par le Conseil d'Administration dans sa séance du 30 novembre 2012 de Monsieur Jean-Pierre SALLES en qualité d'administrateur, en remplacement de Monsieur Bernard THIRIET démissionnaire, pour la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2015.

**Septième résolution** (*Nomination d'un nouvel administrateur*). — L'Assemblée Générale nomme Monsieur Henri GHOSN en tant qu'Administrateur pour une durée de six ans. Son mandat viendra à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2018.

L'Assemblée Générale prend acte que le mandat de Censeur de Monsieur Henri GHOSN prendra fin à compter de sa nomination en tant qu'Administrateur.

**Huitième résolution** (*Nomination d'un nouvel administrateur*). — L'Assemblée Générale nomme Monsieur Jean-Claude CAMPANA en tant qu'Administrateur pour une durée de six ans. Son mandat viendra à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2018.

L'Assemblée Générale prend acte que le mandat de Censeur de Monsieur Jean-Claude CAMPANA prendra fin à compter de sa nomination en tant qu'Administrateur.

**Neuvième résolution** (*Renouvellement administrateur*). — L'Assemblée Générale, constatant que le mandat d'Administrateur de la Société Aviva-Vie vient à expiration lors de la présente Assemblée, renouvelle pour une nouvelle période de six années, soit jusqu'à l'Assemblée appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2018, le mandat d'Administrateur de la société Aviva-Vie.

**Dixième résolution** (*Autorisation à donner au Conseil d'administration à l'effet d'opérer sur les actions de la Société*). — L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du conseil d'administration, renouvelle, en tant que de besoin, l'autorisation, donnée au conseil par l'assemblée générale ordinaire de 2012, d'opérer en bourse sur les propres actions de la Société, selon les modalités suivantes:

- le prix d'achat ne pourra pas dépasser 2 600 € par action.
- le prix de vente devra être au moins égal à 1 000 € par action.
- le nombre d'actions à acquérir ne pourra pas dépasser 25 000 actions.
- cette autorisation est accordée jusqu'au 24 novembre 2014.

Le conseil d'administration précisera ces modalités quand il décidera de procéder au lancement effectif du programme de rachat autorisé par la présente assemblée, et publiera, le cas échéant, le descriptif du programme avant sa mise en œuvre.

**Onzième résolution** (*Fixation du montant des jetons de présence*). — L'Assemblée Générale fixe le montant global des jetons de présence à allouer globalement au Conseil d'Administration à 20.000 euros par exercice. La répartition de ce montant sera déterminée par le Conseil d'Administration. Ce montant sera reconduit tacitement chaque année jusqu'à décision contraire.

**Douzième résolution** (*Pouvoirs*). — L'Assemblée Générale donne tous les pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de la présente assemblée pour effectuer tous dépôts ou formalités prescrits par la loi.

Les actionnaires peuvent prendre part à cette assemblée quel que soit le nombre d'actions dont ils sont propriétaires, nonobstant toutes clauses statutaires contraires.

Il est justifié du droit de participer aux assemblées générales des sociétés par l'enregistrement comptable des titres au nom de l'actionnaire ou de l'intermédiaire inscrit pour son compte en application de l'article L. 228-1 du Code de commerce, au troisième jour ouvré précédant l'assemblée, soit le 14 juin 2013 à zéro heure, heure de Paris, soit dans les comptes de titres nominatifs tenus par la société, soit dans les comptes de titres au porteur tenus par l'intermédiaire habilité.

L'inscription ou l'enregistrement comptable des titres dans les comptes de titres au porteur tenus par l'intermédiaire habilité doit être constaté par une attestation de participation délivrée par ce dernier, le cas échéant par voie électronique dans les conditions prévues à l'article R. 225-61 du Code de commerce, et annexée au formulaire de vote à distance ou de procuration, ou encore, à la demande de carte d'admission établie au nom de l'actionnaire ou pour le compte de l'actionnaire représenté par l'intermédiaire inscrit.

Une attestation est également délivrée à l'actionnaire souhaitant participer physiquement à l'assemblée et qui n'a pas reçu sa carte d'admission le troisième jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure, heure de Paris.

A défaut d'assister personnellement à cette assemblée, les actionnaires peuvent choisir entre l'une des trois formules suivantes :

- 1) adresser une procuration à la société sans indication de mandataire ;
- 2) donner une procuration à toute personne physique ou morale revêtu de son choix dans les conditions prévues à l'article L. 225-106 I du Code de commerce. Ainsi, l'actionnaire devra adresser à CACEIS Corporate Trust une procuration écrite et signée indiquant son nom, prénom et adresse ainsi que ceux de son mandataire accompagnée de la photocopie d'une pièce d'identité de l'actionnaire et du mandataire. La révocation du mandat s'effectue dans les mêmes conditions de forme que celles utilisées pour sa constitution.
- 3) voter par correspondance.

Conformément aux dispositions de l'article R.225-79 du Code de commerce, la notification de la désignation et de la révocation d'un mandataire peut également être effectuée par voie électronique, selon les modalités suivantes :

- pour les actionnaires au nominatif : en envoyant un e-mail revêtu d'une signature électronique, obtenue par leurs soins auprès d'un tiers certificateur habilité dans les conditions légales et réglementaires en vigueur, à l'adresse électronique suivante [ct-mandataires-assemblee-sofragi@caceis.com](mailto:ct-mandataires-assemblee-sofragi@caceis.com) en précisant leurs nom, prénom, adresse et leur identifiant CACEIS Corporate Trust pour les actionnaires au nominatif pur (information disponible en haut et à gauche de leur relevé de compte titres) ou leur identifiant auprès de leur intermédiaire financier pour les actionnaires au nominatif administré, ainsi que les nom et prénom du mandataire désigné ou révoqué ;
- pour les actionnaires au porteur : en envoyant un e-mail revêtu d'une signature électronique, obtenue par leurs soins auprès d'un tiers certificateur habilité dans les conditions légales et réglementaires en vigueur, à l'adresse électronique suivante [ct-mandataires-assemblee-sofragi@caceis.com](mailto:ct-mandataires-assemblee-sofragi@caceis.com) en précisant leur nom, prénom, adresse et références bancaires complètes ainsi que les nom et prénom du mandataire désigné ou révoqué, puis en demandant impérativement à leur intermédiaire financier qui assure la gestion de leur compte-titres d'envoyer une confirmation écrite (par courrier) à CACEIS Corporate Trust – Service Assemblées Générales Centralisées - 14, rue Rouget de Lisle – 92862 ISSY-LES-MOULINEAUX Cedex 9 (ou par fax au 01.49.08.05.82).

Seules les notifications de désignation ou de révocation de mandats dûment signées, complétées et réceptionnées au plus tard trois jours avant la date de tenue de l'assemblée générale ou dans les délais prévus par l'article R. 225-80 du Code de commerce pourront être prises en compte. Par ailleurs, seules les notifications de désignation ou de révocation de mandats pourront être adressées à l'adresse électronique susvisée, toute autre demande ou notification portant sur un autre objet ne pourra être prise en compte et / ou traitée.

L'actionnaire qui a déjà exprimé son vote à distance, envoyé un pouvoir ou demandé sa carte d'admission ou une attestation de participation peut à tout moment céder tout ou partie de ses actions. Cependant, si la cession intervient avant le troisième jour ouvré précédant l'assemblée, soit le 14 juin 2013, à zéro heure, heure de Paris, la société invalide ou modifie en conséquence, selon le cas, le vote exprimé à distance, le pouvoir, la carte d'admission ou l'attestation de participation. A cette fin, l'intermédiaire habilité teneur de compte notifie la cession à la société ou à son mandataire et lui transmet les informations nécessaires.

Aucune cession ni aucune autre opération réalisée après le troisième jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure, heure de Paris, quel que soit le moyen utilisé, n'est notifiée par l'intermédiaire habilité ou prise en considération par la société, nonobstant toute convention contraire.

Les formulaires de procuration et de vote par correspondance sont adressés automatiquement aux actionnaires inscrits en compte nominatif pur ou administré par courrier postal.

Conformément à la loi, l'ensemble des documents qui doivent être communiqués à cette assemblée générale, seront mis à la disposition des actionnaires, dans les délais légaux, au siège social de SOFRAGI et sur le site internet de la société <http://www.sofragi.fr> ou transmis sur simple demande adressée à CACEIS Corporate Trust.

Pour les propriétaires d'actions au porteur, les formulaires de procuration et de vote par correspondance leurs seront adressés sur demande réceptionnée par lettre recommandée avec avis de réception par CACEIS Corporate Trust – Service Assemblées Générales Centralisées – 14, rue Rouget de Lisle – 92862 ISSY-LES-MOULINEAUX Cedex 9 au plus tard six jours avant la date de l'assemblée.

Pour être comptabilisé, le formulaire de vote par correspondance, complété et signé, devra être retourné à CACEIS Corporate Trust – Service Assemblées Générales Centralisées – 14, rue Rouget de Lisle – 92862 ISSY-LES-MOULINEAUX Cedex 9 au plus tard trois jours avant la tenue de l'assemblée.

Lorsque l'actionnaire a déjà exprimé son vote à distance, envoyé un pouvoir ou demandé sa carte d'admission ou une attestation de participation, il ne peut plus choisir un autre mode de participation à l'assemblée, sauf disposition contraire des statuts.

Les actionnaires peuvent poser des questions écrites à la société conformément aux articles L. 225-108 et R. 225-84 du Code de commerce. Ces questions doivent être adressées au siège social de la société, par lettre recommandée avec accusé de réception au plus tard le quatrième jour ouvré précédant la date de l'assemblée générale. Elles doivent être accompagnées d'une attestation d'inscription en compte.

Les demandes motivées d'inscription de points ou de projets de résolutions à l'ordre du jour par les actionnaires remplissant les conditions légales en vigueur, doivent être adressées au siège social, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, et être réceptionnées au plus tard vingt-cinq jours avant la tenue de l'assemblée générale. Ces demandes doivent être accompagnées d'une attestation d'inscription en compte justifiant de la possession ou de la représentation par les auteurs de la demande de la fraction du capital exigée par l'article R. 225-71 du Code de commerce. La liste des points ajoutés à l'ordre du jour et le texte des projets de résolution seront publiés sur le site internet de la Société, conformément à l'article R. 225-73-1 du Code de commerce. La demande d'inscription de projets de résolutions est accompagnée du texte des projets de résolutions qui peuvent être assorties d'un bref exposé des motifs.

Il est en outre rappelé que l'examen par l'assemblée générale des points à l'ordre du jour et des résolutions qui seront présentés est subordonné à la transmission par les intéressés, au plus tard le troisième jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure, heure de Paris, d'une nouvelle attestation justifiant de l'enregistrement comptable de leurs titres dans les mêmes conditions que celles indiquées ci-dessus.

Le présent avis sera suivi d'un avis de convocation reprenant les éventuelles modifications apportées à l'ordre du jour à la suite de demandes d'inscription de projets de résolutions présentées par des actionnaires et/ou le comité d'entreprise.

**1302134**

*Le conseil d'administration.*